

Monsieur le Président,

Vous convoquez à nouveau ce CTL « suppressions d'emplois » suite au boycott unanime du premier CTL par les représentants des personnels du département.

FO DGFIP 95 vous rappelle encore une fois aujourd'hui, que ces suppressions d'emplois :

- sont bien dictées par le dogme du « moins d'Etat, moins de fonctionnaires » ;
- ne se sont pas traduites par une amélioration des comptes publics ;
- ne procèdent pas de gains de productivité ;
- ont dégradé l'exercice des missions et le service public rendu ;
- n'ont pas été accompagnées de revalorisation équitable des rémunérations pour les agents.

En réalité, ces suppressions d'emplois ont eu des conséquences désastreuses pour l'exercice des missions de la DGFIP et les conditions de vie au travail des agents :

- elles sont intervenues alors que la charge de travail augmentait dans tous les services et que des réformes d'ampleur étaient lancées (fusion DGI/DGCP, mise en œuvre de la contribution économique territoriale, déploiement de Chorus ...) ;
- elles se sont donc traduites par une très forte hausse (plus d'un tiers) de la charge de travail par agent ;
- elles ont entraîné la fermeture de certains services, voire d'implantations et de structures ;
- elles signifient l'abandon de pans entiers de certaines missions
- elles sont également, au titre des gains de productivité, le reflet de la méconnaissance de la réalité ...

Pour toutes ces raisons, les représentants FO DGFIP 95 boycotteront à nouveau ce CTL « suppressions d'emplois ».